**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 34 (1984)

**Heft:** 4

**Artikel:** Le parti socialiste suisse des années 20 à la croisée des chemins

**Autor:** Jeanneret, Pierre

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-80939

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 08.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# LE PARTI SOCIALISTE SUISSE DES ANNÉES 20 À LA CROISÉE DES CHEMINS

Par Pierre Jeanneret

## *Une double problématique*

L'expression «les années 20» signifie-t-elle quelque chose pour l'histoire du Parti socialiste suisse? Les «années 20» forment-elles, dans la durée, un espace qui aurait sa spécificité? Y peut-on dégager une unité de doctrine et d'action, et si oui, laquelle? Si non – ce que nous croyons – quand se situe le véritable clivage? Convient-il de rediscuter la périodisation traditionnelle de l'histoire du PSS? La perspective sera ici chronologique.

Marginalité ou intégration? Ou encore – ce que nous croyons – coexistence de ces deux modes de relation à la société dominante? Le problème étant posé au niveau de la perception du parti par lui-même, comme de celle des autres. Au niveau du verbe comme de la *praxis*. La perspective sera là politique et sociologique.

Voilà pour nos deux hypothèses liminaires.

Mais peut-on prétendre à un bilan-panorama du PSS dans les années 20 sans évoquer l'antimilitarisme autrement que succinctement, comme nous le ferons?

Sans analyser l'attitude du parti envers la SDN, qui est de refus d'abord, puis de foi en l'institution genevoise?

Sans procéder à une véritable étude de presse?

Sans aller chercher, derrière les anathèmes réciproques que l'on se jette au sommet, les accords locaux («Einheitsfront von unten») entre socialistes et communistes?

Sans évoquer la relation ambiguë avec l'Union soviétique, ses contradictions, comme en cette année 1924 où le parti rend un hommage dithyrambique à Lénine défunt et exclut Jeanneret-Minkine pour «bolchévisme»?

Sans mentionner au moins quelques luttes concrètes: loi Häberlin, motion Abt, initiative sur la fortune, AVS, etc.?

Sans étudier le rapport aux syndicats?

La liste serait longue, des thèmes de réflexion possibles!

Reste ouvert aussi le vaste champ des situations locales, où les lacunes sont comblées peu à peu par des monographies souvent de valeur.

Il convenait de fixer les limites de cette brève étude.

## *Quelques aspects quantitatifs*

En 1890, le tout jeune Parti socialiste suisse compte quelques milliers de membres. En 1911 ils sont plus de 11 000. Dès 1913, nous constatons une subite augmentation. Radicalisation après 1915, misère engendrée par la mobilisation, scandale

des «profiteurs de guerre», espoirs nés de Février et d'Octobre en Russie: les effectifs gonflent. Avec 1919, l'introduction de la proportionnelle et le bond socialiste au Conseil national, le PSS devient un parti où l'on fait carrière. Places offertes dans les administrations, tendance à voler au secours de la victoire? Le fait est là: en 1920, à l'aube de la décennie que nous considérons, le Parti socialiste suisse atteint un sommet, avec 53 910 adhérents (dont plus de 26 000 concentrés dans les cantons de Berne et de Zurich)[1].

Or la décennie 1920–1930 présente d'abord une courbe descendante: phase 1921 à 1925, où tout le mouvement ouvrier européen est sur la défensive[2], avec chute des effectifs en 1921 et 1922, puis descente plus lente. La chute est due à la crise économique de l'après-guerre, à la compression des dépenses, au chômage, au découragement qui l'accompagne. Ainsi la vente des estampilles (sur laquelle reposent les statistiques du parti) «ne marche pas très fort», comme le constate, désabusé, un membre du Comité cantonal vaudois[3]. Elle est due aussi – mais pour une part qu'il ne faut point exagérer – à la scission[4]. Cette scission, avec le débat en deux phases (1919 et 1921) sur l'entrée dans la IIIe Internationale, sur les 21 conditions, a été traitée de manière exhaustive. Il n'est pas nécessaire d'y revenir ici. Nous faisons en passant quelques suggestions bibliographiques[5].

Phase de reprise que les années 1925–1930, où le parti ne récupère cependant pas le nombre d'adhérents de 1920. Il faudra attendre pour cela 1932 puis les années 50[6].

Une deuxième courbe nous montre la force croissante de l'électorat socialiste. Ainsi, en 1922, il représente 23,3% (43 mandats au Conseil national), en 1925 25,8% (49 mandats). Dès 1928 le parti a 50 mandats au Conseil national. Il est devenu et restera le plus important parti suisse par le nombre de ses électeurs, malgré une certaine stagnation[7].

En résumé: après une crise passagère liée, on l'a vu, à la scission et à la crise économique, le bilan quantitatif et l'impact électoral sont, pour le PSS des années 20, positifs. Ces données étayent en outre notre première hypothèse: le tournant décisif semble bien se situer entre 1923 et 1925.

1 Poids démographique des sections de Berne et Zurich, mais aussi poids financier. Voir: *SPS – Geschäftsbericht pro 1926,* p. 40 (désormais *Geschäftsbericht,* abrégé *G. B.*).

2 «*Die politische und wirtschaftliche Reaktion ...*» – «*Die reaktionäre Welle, die unser Land überflutete ...*» Un constat in: *SPS – G. B. für 1921 u. 1922,* p. 1.

3 Procès-verbal du Comité cantonal du PSV, 22 août 1921 (Archives du PSV). Dans le même sens: *SPS – G. B. pro 1922,* p. 1.

4 Pour l'évaluation des pertes en effectifs du PSS liées à la scission, voir: MAURO CERUTTI, «La grève générale et la scission dans le Parti socialiste en Suisse et à Genève», art. in: *Voix Ouvrière,* 3 et 4 juin 1977.

5 Sur la scission, on lira par exemple: BENNO HARDMEIER, *Geschichte der sozialdemokratischen Ideen in der Schweiz (1920–1945),* Verlag P. G. Keller, Winterthur, 1957, pp. 20–24. – JULES HUMBERT-DROZ, *Mes Mémoires,* t. I. *Mon évolution du tolstoïsme au communisme,* La Baconnière, Neuchâtel, 1969, pp. 289–413. – CHRISTIAN VOIGT, *Robert Grimm, Kämpfer, Arbeiterführer, Parlamentarier. Eine politische Biografie,* Zytglogge Verlag, Bern, 1980, pp. 202–212. – ALAIN CAMPIOTTI, «Soixante bougies rouges», art. in: *24 Heures,* 7–8 mars 1981. – Cette liste est loin d'être exhaustive. Tous les ouvrages sur le PSS (et les biographies) consacrent quelques pages à la scission. Pour un survol des événements: PIERRE JEANNERET, *Histoire du Parti socialiste vaudois,* éd. PSV, Lausanne, 1982, pp. 10–12.

6 On trouvera en annexe une statistique du nombre d'adhérents pour 1920–1930 et les résultats électoraux (Conseil national) du PSS 1919–1928.

7 Pour ces données quantitatives, voir: FRANÇOIS MASNATA, *Le Parti socialiste et la tradition démocratique en Suisse,* La Baconnière, Neuchâtel, 1963, chap. 1.

Les mouvements au sein du Comité directeur (la plus haute instance du parti) n'infirment pas ces propos. Nous en avons étudié la composition, telle qu'elle apparaît dans les *Rapports de gestion* annuels (*Geschäftsberichte*). Si les changements sont relativement nombreux entre 1918 et 1921, révélant la crise d'identité profonde du parti (départs de Platten et de Rosa Bloch notamment), la stabilité est très nette de 1925 à 1929, à une seule exception près[8].

A un niveau plus subjectif - et on sait la prudence avec laquelle il convient de traiter pareilles données - nous avons été frappé par la différence de ton, de style dans ces synthèses que sont les Introductions aux *Rapports de gestion* annuels. Crispation, insistance sur les conflits internes («Parteikrise», «die internen Parteikämpfe», etc.), mise en évidence du combat défensif de la classe ouvrière contre la réaction étatique et patronale font place, dès 1923-24, à un ton plus serein, plus «*sachlich*», voire triomphaliste: «Wir dringen immer weiter vor in der Ära der Verwirklichungen und der Politik des Aufbaues»[9].

### *Lignes politiques et tendances*

Quelles sont les lignes politiques dans le parti, au sortir de sa crise interne, après la clarification (partielle cependant) opérée par la scission? Hardmeier[10] distingue clairement une droite (dont le vieux Greulich; les pacifistes «intégraux», c'est-à-dire ne liant pas organiquement le combat antimilitariste à la lutte anticapitaliste, Naine et Graber); une gauche, décimée par les départs de Platten, Münzenberg, Welti, Brupbacher, en un mot le groupe que l'on englobe dans l'expression «Linksradikalismus»[11] et le Neuchâtelois Humbert-Droz. Un centre, avec Robert Grimm comme figure de proue.

L'originalité des cantons romands réside dans le fait que la gauche reste à l'intérieur du Parti socialiste. Les départs sont en nombre infime. Dès 1922, avec la fondation du quotidien *Le Travail,* s'affirme à Genève une «ligne Nicole»: situation lourde de conflits dans les années 30[12]. «Le PSG - écrit Michel Rey - vit à la limite du socialisme suisse»[13].

Pendant les années 20, la droite perd son influence: Greulich meurt en novembre 1925 (patriarche vénéré, il n'avait plus d'audience dans le parti); Naine en décembre 1926, après une quasi dissidence[14]. Le Grütliverein est dissous en novembre 1925,

8 Les membres du Comité directeur pour les années 1925-29 sont: Ernst Reinhard, Prés.; Ernst Bütikofer; Constant Frey; Robert Grimm; Albertine Hänny; Konrad Ilg; Fritz Marbach (remplacé en 1928 par Camille Guggenheim); Charles Schürch; Hans Vogl; Harald Woker; Thekla Wollermann; auxquels il convient d'ajouter les deux secrétaires du PSS: Paul E. Graber et August Huggler.

9 *SPS - G. B. pro 1928,* p. 1.

10 BENNO HARDMEIER, *op, cit.,* p. 14.

11 HANS-ULRICH JOST, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914-1918,* Stämpfli, Bern, 1973, et *Die Altkommunisten. Linksradikalismus und Sozialismus in der Schweiz 1919-1921,* Huber, Frauenfeld, 1977.

12 Tous conflits qui sont déjà en germe dans les années 20 et que Nicole évoque dans sa *Lettre ouverte à mes amis socialistes suisses,* Genève, septembre 1942.

13 MICHEL REY, *Genève 1930-1933. La Révolution de Léon Nicole,* éd. Peter Lang, Berne, Francfort s/Main, Las Vegas, Publications Universitaires Européennes (sans date).

14 Sur Charles Naine et sa place dans les années 20, voir: RUDOLF MARTIN HÖGGER, *Charles Naine, 1874-1926. Eine politische Biographie,* Juris Druck & Verlag, Zürich, 1966. - Deux brefs portraits de Naine et Greulich in: PIERRE JEANNERET, *Dix grandes figures du socialisme suisse,* éd. PSV, Lausanne 1983.

ses sections entrent en bloc dans le Parti socialiste, ne formant donc plus un groupe autonome mais augmentant, par ses mille unités environ, le poids des réformistes.

Le centre s'impose, avec Robert Grimm comme leader de plus en plus incontesté dans la deuxième moitié de la décennie[15].

Droite, gauche, centre: encore faudrait-il définir, selon des critères rigoureux, le champ sémantique que ces vocables recouvrent.

### *Programme révolutionnaire et praxis réformiste*

Le centre s'impose, mais le programme de 1920[16] apparaît comme une victoire, verbale en tout cas, de la gauche. Ce programme, le plus révolutionnaire, le plus marxiste de l'histoire du PSS, fut voté par ceux-là mêmes qui venaient de refuser l'adhésion à la IIIe Internationale. Il insiste particulièrement sur la lutte des classes, ce qui est compréhensible en ces années d'immédiat après-guerre marquées par la crise et de très dures confrontations sociales. Le programme de 1920 date nettement d'une époque de «grandes illusions» où la fin du système capitaliste paraît inéluctable, quand bien même le reflux révolutionnaire est alors partout évident: ainsi, il n'est même pas besoin de faire la révolution et d'user de la violence insurrectionnelle, puisque le capitalisme va logiquement vers sa propre chute.

Quelques exemples illustreront l'usage presque scolaire que l'on y fait de la terminologie marxiste orthodoxe:

«La dissociation des travailleurs et des moyens de production (...) A mesure que sont asservies les forces de la matière, qu'augmente la productivité du travail humain par l'amélioration des machines» - Le programme évoque les contradictions internes du capitalisme et «l'accroissement du prolétariat qui en résulte» - «La classe possédante ne domine plus les moyens de production». C'est l'apprenti sorcier du *Manifeste.*

On trouve dans le programme de 1920 des thèses et une formulation plus spécifiquement léninistes: «Le colossal développement des forces capitalistes de production vers la fin du XIXe siècle dépasse le cadre des frontières nationales et entraîne la bourgeoisie des grandes puissances à des luttes de concurrence pour la conquête de débouchés et de colonies, luttes qui atteignirent leur apogée pendant la guerre mondiale impérialiste»[17].

Thèses qui font bon voisinage avec des propos du plus pur idéalisme, où la société socialiste future apparaît dans les ors d'une Révélation baroque: «Alors seulement le peuple tout entier pourra s'élever vers les plus hauts sommets de la civilisation.» Ou encore: «Le régime socialiste (...) suscitera chez tous les hommes la recherche du bien, du beau et du vrai.» Le moralisme des «socialismes utopiques» et le message chrétien n'ont pas été oubliés!

15 Sur Grimm et son poids politique immense dans le PSS des années 20 et 30: CHRISTIAN VOIGT, *op. cit.* - Une rapide évocation du personnage in: PIERRE JEANNERET, *op. cit.*

16 Pour situer le programme de 1920 dans l'évolution doctrinale du PSS (programmes de 1888, 1904, 1920, 1935 et 1959), voir: FRANÇOIS MASNATA, *op. cit.,* pp. 107-113. - ERICH GRUNER, *Die Parteien in der Schweiz,* Francke Verlag (coll. Helvetia Politica, Series B, Vol. IV), Berne, 1969, pp. 126-145. - BENNO HARDMEIER, *op. cit.,* pp. 24-36. - CHRISTIAN VOIGT, *op. cit.,* pp. 214-217. - RUDOLF HÖGGER, *op. cit.,* pp. 181-184. - Une brève synthèse: PIERRE JEANNERET, «Les programmes du Parti socialiste suisse (1888-1959)», art. in: *Tribune socialiste vaudoise* No 139, 5 juillet 1982.

17 Cf. V. I. LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* 1917.

Le point le plus discuté de ce programme fut la «dictature du prolétariat», thèse avancée par Marx et Engels, dont ils voyaient la concrétisation dans le gouvernement révolutionnaire de la Commune de Paris. Thèse surtout mise en avant par Lénine, qui en avait fait un postulat central de sa théorie de l'Etat[18]. Âprement débattue, elle est adoptée au Comité central par une courte majorité de 20 voix contre 18.

Naine, clairement opposé à cette thèse, soulève la contradiction avec le refus d'entrer dans la IIIe Internationale, et s'écrie en une langue imagée: «Vous avez rejeté la dictature à la sauce tartare, il s'agit de savoir si vous allez accepter la dictature du prolétariat à la sauce occidentale ou simplement à la sauce bernoise»[19].

Bringolf a reconnu ultérieurement que le problème restait de l'ordre du concept abstrait: «Wie blieben Anhänger der Diktatur des Proletariats, obwohl ich offen zugebe, dass wir eigentlich keine konkrete Vorstellung von der Lösung dieser gesellschaftlichen und politischen Probleme hatten»[20].

De toute manière, ce programme de 1920, point suprême de la radicalisation observée au congrès d'Aarau de 1915, avec son verbalisme révolutionnaire, apparaît bien comme une concession globale à la gauche du parti, après le refus d'entrer dans la IIIe-Internationale, et pour freiner le rythme des départs. Il faut néanmoins tenir compte d'un autre facteur: les socialistes, les «rouges» inspirent, depuis la grève générale, la haine et la crainte. Exclus presque partout des exécutifs, rejetés, ils ont tendance à se confiner eux-mêmes dans un ghetto, y compris sur le plan discursif. Nous reviendrons sur ce processus d'auto-marginalisation politique, économique et culturel.

*De facto,* à cette phraséologie révolutionnaire s'oppose dans les années 20 déjà, une politique concrète de plus en plus réformiste. Le *Kämpfer* communiste ne s'y trompe pas, qui écrit: «das revolutionär verbrämte Programm des Jahres 1920, jene schamhafte Maskierung der von allem Anfang an unvermeidlichen Rückkehr zu den Ministersozialisten und Sozialpatrioten der 2. Internationale»[21]

Par ailleurs notre analyse rejoint celle d'Eduard Joos: «Die ‹Diktatur des Proletariats› war ein Kampfruf, ein Schlagwort, eine Wahlparole, die von den politischen Gegnern dankbar aufgenommen und als Abschreckungsmittel gegen die Linksparteien verwendet wurde»[22]. En effet, ce chapitre sur la dictature du prolétariat s'avérera dangereux. Il n'est pas objectivement menaçant pour la bourgeoisie (car inapplicable dans le rapport des forces des années 20 et sans risque d'être appliqué dans la pratique réformiste qui est celle du PSS). Mais subjectivement, il engendre une réaction de peur, et la peur rend méchant! Que l'on songe aux actions des maximalistes italiens de l'été chaud 1920 (qui jetèrent la bourgeoisie dans les bras du fascisme) ou, plus avant dans l'histoire, aux insurrections antibonapartistes de 1851 dans le Midi de la France (qui rallièrent à Louis-Napoléon, président-putschiste, les possédants apeurés[23]. Les unes et les autres fournirent par avance à la répression sa

18 Cf. V. I. Lénine, *L'Etat et la Révolution,* 1918.
19 *Protocole du congrès du PSS, Berne 10–12 décembre 1920,* p. 182.
20 Cité par Eduard Joos, *Parteien und Presse im Kanton Schaffhausen,* Schaff. Beiträge zur Geschichte, hrsg. vom Historischen Verein des Kantons Schaffhausen, 1975, p. 397.
21 *Der Kämpfer,* 1er octobre 1924. Titre de l'article: «Die Masken sind gefallen».
22 Eduard Joos, *op. cit.,* p. 398.
23 Thèse magistralement défendue par Maurice Agulhon, *1848 ou l'apprentissage de la république* (Nouvelle histoire de la France contemporaine, vol. 8), Seuil Histoire No 108, Paris, 1973.

meilleure justification. Ainsi - et sur le mode mineur - le Parti socialiste suisse payera pour ce qu'il dit, non pour ce qu'il fait.

### *La lutte pour la représentation proportionnelle et les relations du PSS avec les milieux paysans*

Peut-être sera-t-on surpris de ce rapprochement. Il n'est pas fortuit. Les deux formations politiques ont été les grandes bénéficiaires de l'introduction de la R.P. au Conseil national.

Réclamée depuis le début du siècle, obtenue en 1918 sur le plan fédéral, elle est encore à conquérir dans maints cantons. Si le Tessin l'a déjà en 1890, Genève en 1892 ou Zurich en 1916, etc., le canton de Vaud ne verra les premières élections à la proportionnelle qu'en 1948. D'où la constance de la lutte pour la R.P. dans ce canton à travers les années 20 et au-delà. Or la lutte n'a de chances de succès (vu la toute-puissance radicale) qu'avec l'appui d'autres formations politiques. L'élément original, c'est l'alliance *de facto* avec les agrariens et l'ouverture au monde paysan. Pour comprendre la portée de ce rapprochement (éphémère d'ailleurs, car le PSS n'a toujours pas trouvé une véritable audience dans les milieux paysans), il faut se souvenir de leurs relations souvent conflictuelles: troupes paysannes lucernoises que l'on envoie mater la grève générale à Zurich, «cosaques du Jorat» prêts à charger la foule ouvrière urbaine dans les rues de Lausanne préalablement sablées ... Dès 1922, Jeanneret-Minkine évoque la nécessité d'une alliance avec les milieux paysans[24]. Le rapprochement sera très particulièrement l'œuvre de Grimm[25]. Rapprochement certes facilité par l'évolution doctrinale du PSS. Alors que le programme de 1920 visait au «transfert des moyens de production de la propriété privée à la propriété sociale», un revirement s'opère en 1928: «In Übereinstimmung mit dem Parteiprogramm anerkennt die Sozialdemokratische Partei der Schweiz die Notwendigkeit des bäuerlichen Einzelbetriebes und des bäuerlichen Arbeitseigentums»[26].

A ce même congrès de Zurich (1928), Robert Grimm fait un exposé magistral sur la situation paysanne en Suisse, démontrant que les conditions économiques objectives - à défaut des mentalités, plus lentes à évoluer - rapprochent la classe ouvrière des petits paysans endettés[27].

Le Parti socialiste n'entend cependant pas défendre la paysannerie suisse par une politique de droits de douane élevés et de prix du blé préjudiciables aux consommateurs de la classe prolétarienne dont il se veut le champion[28]. Parti ouvrier? Ou parti

24 Cf. procès-verbal de la séance du Comité cantonal du PSV, 16 juin 1922 (Archives du PSV).

25 Ce n'est pas par hasard (même si les dates de naissance coïncidaient: 1881) que le *Bernisches Historisches Museum* a consacré une exposition très remarquée à deux personnalités «en parallèle»: Robert Grimm et le conseiller fédéral agrarien Rudolf Minger.

26 *Protokoll des Parteitags der SPS 1928,* p. 177.

27 *Protokoll des Parteitags der SPS 1928,* pp. 105-106. - Nicole lui-même insiste sur le «*droit de propriété*» de la petite et moyenne paysannerie (p. 112).
Erich Gruner (in: *Die Parteien in der Schweiz.*) accorde une grande importance à l'année 1926 (unité d'action entre socialistes et agrariens lors de la votation fédérale sur le monopole des céréales). Cette date marque, à ses yeux, l'abandon de la politique de lutte des classes et la première phase de la réintégration du PSS dans la démocratie suisse. Nous allons, quant à nous, plus loin encore et remontons, on l'a vu, à 1923-24.

28 «Zur Agrarfrage, Entwurf Grimm-Huggler», in: *SPS - G. B. für 1928,* p. 13.

populaire au sens large? Il n'est pas aisé, on le voit, de concilier ces deux aspirations.

### *Vers le parti de masse et le rassemblement populaire*

En bref, cette évolution de la politique agraire est significative de l'évolution générale du PSS. Cas d'école, elle méritait qu'on s'y attardât. Parti de classe prolétarien en 1920, le PSS devient un parti de masse, un vaste rassemblement populaire, thèse consacrée (et non élaborée) de manière éclatante dans le programme de 1935: le Parti socialiste vise à «instaurer une véritable communauté nationale», c'est-à-dire à «rassembler toutes les couches sociales exploitées - les ouvriers manuels aussi bien qu'intellectuels, les paysans comme les artisans - pour en faire une communauté d'action et de lutte contre la misère économique et pour la libération du joug et de la servitude capitalistes (...) Le Parti socialiste reconnaît formellement la propriété comme légitime, en tant qu'instrument du travail, en repousse la socialisation»[29].

La comparaison des textes de 1928 et de 1935 est, on le voit, éloquente. Sur cette question comme sur d'autres, les années 20 préparent au «revirement» du programme de 1935. Revirement qui n'en est donc pas un (sauf sur le point essentiel de l'acceptation de la défense nationale). Programme en lequel nous voyons plutôt l'énoncé formel d'une politique déjà mise en pratique.

### *Le PSS parti gouvernemental?*

Marginalité ou intégration? Un aspect important de cette problématique: la participation aux exécutifs.

Il faut distinguer le problème de la participation tel qu'il se pose au niveau fédéral et au niveau cantonal ou communal.

Sur le plan fédéral, le débat de fond (amené par l'élection partielle au Conseil fédéral) a lieu en 1929. Nous y reviendrons. Observons la modération du PSS: il ne revendique que l'un des deux sièges à repourvoir, il renonce à présenter le «dangereux» Robert Grimm, ce «général de la grève» qui «voulait, en novembre 1918, jeter la torche du bolchévisme dans la maison fédérale.»! C'est du moins l'opinion de la *Neue Zürcher Zeitung*[30]. Les socialistes proposent Emil Klöti, Stadtpräsident de Zurich, plus rassurant. Cette modération (ou cette timidité) ne paie pas: la majorité bourgeoise de l'Assemblée fédérale refuse l'entrée d'un «rouge» au milieu des sept sages. Elle a beau jeu d'invoquer le programme de 1920, ce programme de lutte des classes qui sert de repoussoir et d'épouvantail, plus précisément l'antimilitarisme absolu et viscéral des socialistes. Sur ce seul point, en effet, de l'antimilitarisme et du pacifisme, la fidélité au programme de 1920 est encore intacte. Quant au refus de la «démocratie bourgeoise», Nobs n'écrit-il pas, début novembre 29, dans la *Rote Revue:* «Nein, unsere Sozialdemokratische Partei rangiert nicht unter den Feinden der Demokratie [allusion évidente au fascisme. P. J.], denn das wäre ihr eigener Untergang»?[31].

29 Programme du PSS, voté au congrès des 26 et 27 janvier 1935 à Lucerne, partie II.
30 *NZZ,* 7 décembre 1926, citée par CHRISTIAN VOIGT, *op. cit.*
31 ERNST NOBS, «Antidemokratische Kräfte in der schweizerischen Politik», art. in: *Rote Revue,* 8. Jg., 1928/29, Heft 5, p. 154.

Les arguments contradictoires du débat au sein du parti n'ont guère changé depuis 1929: cette participation est jugée «réaliste», efficace (à travers un conseiller fédéral socialiste, c'est le «monde ouvrier» qui entrerait à l'exécutif); elle permettrait de réaliser concrètement certaines revendications comme elles l'ont été dans les expériences cantonales ou communales. «Pénétration» des structures politiques bourgeoises; on parlerait aujourd'hui d'«entrisme».

Les adversaires évoquent le risque d'embourgeoisement du parti; la collégialité gouvernementale ferait assumer aux socialistes, otages minoritaires de la bourgeoisie, des décisions impopulaires; un candidat socialiste, pour être élu, devrait recevoir aussi des voix bourgeoises, et donc l'aval et la caution de la droite.

Grimm juge la tentative prématurée et privilégie, dans un premier temps, l'action cantonale et communale: «Erst wenn in den Gemeinden und Kantonen die s.d. Partei ihren Einfluss vermehrt hat und neue Kampfpositionen erobert hat, wird sie auch im Bund den nötigen Einfluss erlangen»[32].

Mais cinq ans auparavant déjà, en 1924, une proposition de Paul E. Graber est acceptée par le Comité directeur et soumise au Congrès: «Der Parteitag erklärt sich prinzipiell mit der Beteiligung am Bundesrat einverstanden»[33].

La participation socialiste à l'exécutif fédéral ne se réalise pas, on le sait, avant 1943. Mais du fait de ses adversaires, non du fait des socialistes qui, dès les années 20, en ont formellement admis le principe.

La participation aux exécutifs cantonaux et communaux fut acceptée beaucoup plus tôt.

Peut-être le canton et la commune incarnaient-ils moins clairement l'Etat bourgeois, disposant notamment de la force armée. Peut-être aussi parce que la présence des socialistes aux gouvernements locaux offrait un certain nombre de places de travail dans les administrations ou de possibilités de carrières. Brupbacher insiste sur cet élément: il reproche au PSS d'être devenu, à l'image du SPD allemand, un parti de places et non plus de classe![34]. Peut-être parce que le canton et la commune sont les lieux privilégiés où des expériences et des réalisations concrètes, tangibles sont possibles à court terme. Peut-être enfin – et c'est un truisme – parce qu'une majorité socialiste est envisageable à Bienne, La Chaux-de-Fonds ou Zurich, ces bastions industriels et ouvriers, non dans l'ensemble du territoire d'une Suisse encore fortement agraire, catholique et conservatrice.

Ainsi, dès 1897, Genève élit un socialiste à l'exécutif cantonal. Dans le canton de Neuchâtel, Le Locle et La Chaux-de-Fonds «basculent» en 1912. En 1921 c'est Bienne.

Donner ici une liste de réalisations locales aurait peu d'intérêt. Gestions sociales plutôt que socialistes, où l'accent est mis sur la création de places de travail, les embellissements urbains (selon les conceptions de l'époque!), la construction d'écoles, de places de sport, le développement de l'assistance sociale.

Deux points communs en tout cas à toutes ces expériences régionales ou locales des années 20 et 30.

Elles se veulent des expériences modèles. Il s'agit de prouver à chaque fois le caractère exemplaire de la gestion socialiste.

32 Discussion au Comité central, 7 et 29 novembre 1929, in: *SPS – G. B. pro 1929.*

33 *SPS – G. B. pro 1924,* p. 5.

34 Fritz Brupbacher, *60 Jahre Ketzer. Selbstbiographie,* Limmat Verlag Genossenschaft, Zürich, 1981 (textlich unveränderter Nachdruck von *60 Jahren Ketzer,* erschienen 1935 im Verlag B. Ruppli, Zürich).

Elles sont perçues par leurs promoteurs comme autant d'îlots socialistes dans la mer capitaliste. Et quand les îlots se rejoignent, ils finissent par former des continents! Pour les Biennois de 1921, par exemple, l'objectif est clair, au-delà de la victoire strictement locale: avec la majorité absolue au Conseil communal, «die Gelegenheit vorhanden ist, eine Bresche in die Sturmlinie des Bürgertums schlagen zu können[35]».

Cette participation aux niveaux cantonal et communal est donc une première étape, ainsi que l'entendait Grimm dans le passage cité précédemment: elle doit ouvrir la voie à une gestion socialiste de la Suisse entière. Le secrétaire du parti tessinois, Gasparini, l'exprime bien: dans les communes «sie dovrà preparare e consolidare tutto il tessuto connettivo del nuovo ordine socialista, che non verrà per colpo di bacchetta magica dal centro alla periferia»[36]. Le titre que Pedroli a donné à son chapitre nous paraît résumer excellemment l'évolution du Parti socialiste suisse: «Del massimalismo filo-bolscevico all'entrata in governo».

### *Marginalité, élaboration d'une contre-société et d'une contre-culture*

Volonté de participer à l'exécutif fédéral, participation effective aux gouvernements cantonaux et communaux, qui doit prouver, entre autres, le sérieux et la modération des gestionnaires socialistes. Volonté d'intégration donc. Allons plus loin: soif de reconnaissance par la partie adverse. Mais rien n'y fait ... De l'extérieur, le socialiste est encore perçu comme marginal, non-Suisse ou mauvais Suisse. Les «Sozis», les «rouges» sont - ou se sentent (ce qui, sur le plan des comportements, est équivalent) rejetés de la communauté nationale. Les socialistes sont, *nolens* et *volens,* enfermés dans un ghetto. Certes, la bourgeoisie maintient en partie consciemment cette fiction du socialiste «révolutionnaire», avant-garde du bolchévisme athée et égalitariste en Suisse. Cette fiction, cet épouvantail sont d'excellents arguments électoraux. Le graphisme des affiches (où l'identification-amalgame socialistes/bolchéviques au faciès asiatique ou sémite est courante) est à cet égard révélateur. Pour cet aspect graphique, nous renvoyons aux éclairantes études de Margadant[37] et Jean Meylan[38].

Erich Gruner avance une thèse séduisante. Au phénomène politique s'ajouterait un phénomène sociologique. Tout groupe humain rejeté, dans le cas extrême persécuté (protestants des Cévennes, taoïstes dans la Chine confucéenne, etc.), toute fraction de la population marginalisée, non acceptée, niée dans son essence, a tendance à se replier sur elle-même (les juifs du ghetto), à assumer le rejet, à élaborer une contre-culture, qui a ses valeurs, son mode d'expression, son système de signes et de symboles. On n'est pas loin de la secte et de son message ésotérique.

Ainsi, dans les domaines économique, culturel (au sens le plus large, et nous y englobons par exemple le sport ouvrier), comme au niveau du discours, le Parti

35 Tobias Kästli, «1921: Bresche in die Sturmlinie des Bürgertums. Das rote Biel», art. in *Der Bund,* 14 novembre 1981.

36 Discours au congrès du Parti socialiste tessinois à Lugano (18 janvier 1920), cité par Guido Pedroli, *Il socialismo nella Svizzera italiana (1880-1922),* Edizioni Alternative, Bellinzona, 1976 (Prima ed. Giangiacomo Feltrinelli Editore, Milano, 1963), p. 172.

37 Bruno Margadant, *Für das Volk - Gegen das Kapital. Plakate der schweizerischen Arbeiterbewegung von 1919 bis 1973,* Verlagsgenossenschaft, Zürich, 1973.

38 Jean Meylan, Philippe Maillard et Michèle Schenk, *Aux urnes citoyens,* éd. André Eiselé, Lausanne, 1977.

socialiste élabore, sécrète ou inspire une sorte de contre-société au sein même de la société bourgeoise capitaliste. Illustrons ce phénomène par quelques exemples.

On assiste, dans les années 20, à un renouveau des coopératives de production. Il faut certes se garder d'accorder une importance exagérée au contenu idéologique de ces entreprises. Elles sont nées d'abord du chômage qui sévit dans l'immédiat après-guerre. Les socialistes de 1920 n'ont plus les illusions des Internationaux de 1867 et des proudhoniens. On n'imagine plus, dans le reflux révolutionnaire de 1919–1923 que la coopérative puisse «mener à la conquête du pouvoir économique»[39]. Mais nous pouvons y discerner la volonté de produire, au sein même de la société capitaliste décidément plus solide qu'on ne l'avait cru, en dehors des modes de production capitalistes. La vocation sociale des coopératives est également mise en évidence; ainsi l'article 3 des statuts de la COBAL (Coopérative des ouvriers du bâtiment à Lausanne) fondée en 1923: «Le but de la société est d'exécuter, par une action commune des ouvriers du bâtiment à Lausanne, tous les travaux en rapport avec l'industrie du bâtiment et d'offrir aux travailleurs l'exemple de l'effort commun avec le maximum de bien-être compatible avec l'état social actuel»[40]. On appréciera la nuance contenue dans cette dernière épithète.

Les liens de la COBAL – que nous avons retenue comme exemple – avec le Parti ouvrier socialiste vaudois ne font aucun doute et ne sont nullement occultés. Il est de tradition depuis 1924 que le président du conseil d'administration et plusieurs membres dudit conseil appartiennent au Parti socialiste ou qu'ils soient membres, depuis sa création en 1943–44, du POP. Risquons la comparaison: à la trilogie traditionnelle *Vorort* – assurances – banques se «substitue» une triade coopératives de production – parti socialiste – coopératives de consommation et d'habitation ...

Au niveau culturel, et dans la mouvance de ces innombrables associations grutléennes[41] puis socialistes, un mot sur SATUS (Schweizerischer Arbeiter Turn- und Sportverein), à la vocation et au langage nettement ouvriéristes, avec ici et là des réminiscences compagnonniques. Tel le nouvel insigne, adopté en 1921, de la Gym Avenir Satus, dont les initiales FFTS signifient «Fraternité, Franchise, Travail, Solidarité»[42]. Un simple exemple démontrera le caractère nettement idéologique et politique de SATUS: en son sein comme dans le cadre des autres organisations parasocialistes, la lutte est vive entre éléments socialistes et communistes[43]. C'est dire l'intérêt que portent les uns et les autres au contrôle de ces organisations corollaires du parti.

A l'idéologie chrétienne et patriotique inculquée aux jeunes scouts (éclaireurs) répond, en 1929, dans le canton de Vaud, la fondation des Avant-Coureurs, en chemise bleue et foulard rouge, sur le modèle des Rote Falken de la République de Weimar. Autre illustration d'une contre-culture, au niveau de la jeunesse et de l'éducation celle-là, qui inverse certes le discours idéologique mais qui conserve les formes

39 Sur le contenu idéologique des coopératives de production, voir la synthèse d'André Lasserre, «Les coopératives de production en Suisse. L'exemple du canton de Vaud au XIXe siècle», in: *Le Mouvement social,* No 68, juillet-septembre 1969, Les Editions ouvrières, Paris, pp. 77–95.

40 Statuts de la COBAL, tels que revus par l'Assemblée générale du 11 mai 1974. – Sur les coopératives de production, et pour la période considérée, signalons encore: *25 ans Association suisse d'entreprises sociales de construction,* Zurich, 1957, pp. 3–19 (introduction historique de Robert Bolz). – Otto Lezzi, *50 ans ASCOP,* Zurich 1982.

41 Rappelons que la devise du *Grütliverein* était: «*Durch Bildung zur Freiheit*».

42 *Gym Avenir Satus. 1881–1981. Cent ans d'histoire en raccourci,* brochure à l'occasion du centenaire, Lausanne, 1981.

43 Voir: *SPS – G. B. für 1929,* pp. 7–8.

(levers du drapeau, camps, activités sportives, chants, etc.). Ou l'intégration au sein même de la marginalité. De l'ambiguïté d'une contre-culture (l'expression est-elle pleinement à sa place?) qui reprend à son compte certaines des valeurs de la société dominante!

Les fêtes annuelles du parti - et il y aurait beaucoup à dire sur cet aspect ludique, ces grand-messes de la fraternité prolétarienne - réunissent les militants dans une ferveur commune: «Plus de 2500 participants à la fête socialiste d'Aigle (...) L'entrain est général. Les Avant-Coureurs chantent à tue-tête (...) Le long du cortège, des dizaines de drapeaux rouges mettent une note colorée et vivante (...) Les musiciens de l'Avenir[44], infatigables, donnent le signal [du départ, P. J.] par l'Internationale»[45].

Système de signes - chants, drapeaux - unanimisme: il y aurait une passionnante lecture à faire de ces symboles.

### *Revoir la périodisation. Bilan.*

Il a été suffisamment démontré qu'intégration et marginalité, loin de s'exclure, coexistent. Reprenons donc seulement notre première hypothèse. On a pu le constater, le véritable clivage se situe non au début, non au terme des «années 20», mais vers 1923, au plus tard 1925. L'on est dès lors tenté de redistribuer ainsi l'histoire chronologique du Parti socialiste suisse pour la période 1915-1925:

- Dès 1915, radicalisation née de l'horreur soulevée par la grande boucherie européenne et l'exacerbation des conflits sociaux. Temps de remise en question, d'affrontements externes et internes, de scission. Un flot dont les vagues s'étalent jusqu'aux toutes premières années de la décennie 1920.
- Vers 1923 s'opère le grand tournant qui mène au Parti socialiste actuel. Sur la participation aux exécutifs, sur l'intégration dans la démocratie suisse, sur le problème agraire, les options sont déjà, implicitement ou *expressis verbis,* celles d'aujourd'hui. Il faut donc renoncer à voir dans le congrès de Lucerne 1935 une rupture (à la seule exception de l'acception de la défense nationale). Comme l'écrit fort justement M.-M. Grounauer: «En réalité, la rupture est illusoire, le programme de 1935 se rapproche simplement beaucoup plus de la pratique habituelle du PSS»[46]. En d'autres termes, le Parti socialiste met fin à une certaine forme d'inauthenticité, de non-adéquation du discours et de la *praxis.*

Les «années 20» ne sauraient être envisagées, dans l'histoire du PSS, comme un bloc monolithique. Il faut les percevoir comme un temps de mutations idéologiques («Übergangsjahre»). Pour le PSS comme pour les chemins de fer avec l'électrification, comme pour les mass media avec la radiophonie, les «années 20», ouvertes au monde, riches de débats internes, sont des années de devenir, et par là-même, difficiles à cerner. Temps de «crise», au sens étymologique du terme, décennie féconde et passionnante comme tous ces moments privilégiés où l'histoire bascule.

44 Il s'agit de la fanfare ouvrière lausannoise *L'Avenir.*
45 *Le Droit du Peuple,* 1er juin 1931.
46 Marie-Madeleine Grounauer, *La Genève rouge de Léon Nicole, 1933-1936.* éd. Adversaires, Genève, 1975, p. 25.

Tableau A. Nombre de membres du PSS par sections cantonales 1920–1930

| | 1920 | 1921 | 1922 | 1923 | 1924 | 1925 | 1926 | 1927 | 1928 | 1929 | 1930 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Argovie | 2 789 | 2 452 | 2 100 | 2 063 | 1 910 | 2 002 | 2 046 | 2 239 | 2 464 | 2 634 | 3 048 |
| Appenzell | 415 | 314 | 312 | 240 | 216 | 167 | 163 | 142 | 153 | 163 | 175 |
| Bâle-Ville | 3 825 | 1 242 | 1 212 | 1 228 | 1 142 | 1 159 | 1 177 | 1 188 | 1 143 | 1 164 | 1 205 |
| Bâle-Campagne | 1 925 | 1 263 | 985 | 725 | 788 | 721 | 751 | 790 | 782 | 734 | 756 |
| Berne | 12 306 | 11 148 | 10 220 | 9 834 | 8 776 | 8 914 | 9 083 | 10 191 | 11 318 | 11 832 | 12 470 |
| Fribourg | 458 | 207 | 290 | 273 | 314 | 203 | 250 | 276 | 256 | 306 | 363 |
| Genève | 736 | 522 | 682 | 878 | 755 | 727 | 727 | 910 | 1 073 | 1 100 | 1 091 |
| Glaris | 165 | 106 | 76 | 73 | 62 | 106 | 151 | 175 | 163 | 208 | 244 |
| Grisons | 668 | 483 | 480 | 381 | 318 | 250 | 325 | 343 | 405 | 352 | 447 |
| Lucerne | 1 409 | 1 247 | 1 155 | 1 243 | 1 212 | 1 108 | 1 188 | 1 345 | 1 506 | 1 570 | 1 552 |
| Neuchâtel | 2 318 | 2 300 | 1 980 | 1 600 | 1 749 | 1 679 | 1 709 | 2 054 | 2 273 | 2 389 | 2 444 |
| Schaffhouse | 832 | 34 | 36 | 35 | 31 | 29 | 119 | 214 | 282 | 273 | 273 |
| Schwyz | 364 | 325 | 254 | 212 | 200 | 176 | 167 | 187 | 240 | 269 | 281 |
| Soleure | 2 820 | 2 223 | 1 837 | 1 774 | 1 706 | 1 648 | 1 621 | 1 742 | 2 101 | 2 226 | 2 273 |
| St-Gall | 2 685 | 2 323 | 1 964 | 1 750 | 1 645 | 1 600 | 1 531 | 1 651 | 1 875 | 2 166 | 2 562 |
| Tessin | 989 | 773 | 667 | 577 | 427 | 700 | 614 | 818 | 932 | 864 | 834 |
| Thurgovie | 1 493 | 1 155 | 970 | 967 | 1 098 | 1 004 | 954 | 996 | 1 042 | 1 112 | 1 284 |
| Uri | 268 | 245 | 202 | 187 | 170 | 184 | 194 | 207 | 235 | 242 | 248 |
| Vaud | 1 248 | 1 093 | 1 048 | 946 | 619 | 763 | 860 | 910 | 1 070 | 1 185 | 1 278 |
| Valais | 204 | 220 | 155 | 105 | 53 | 168 | 202 | 380 | 561 | 453 | 417 |
| Zoug | 166 | 98 | 98 | 155 | 209 | 177 | 188 | 191 | 222 | 254 | 269 |
| Zurich | 12 957 | 8 086 | 7 338 | 7 377 | 7 342 | 7 767 | 8 728 | 9 221 | 10 980 | 11 860 | 12 939 |
| *Total* | 51 040 | 37 859 | 34 061 | 32 623 | 30 742 | 31 252 | 32 748 | 36 072 | 41 076 | 43 356 | 46 453 |

Etabli à partir des tableaux publiés dans les *Rapports de gestion* de 1925 et 1930.

Tableau B. Résultats électoraux du PSS (Conseil national) 1919–1928

| | 1919 | | 1922 | | 1925 | | 1928 | | Sièges | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | suf-frages | % | suf-frages | % | suf-frages | % | suf-frages | % | 1919 | 1922 | 1925 | 1928 |
| Zurich | 37 409 | 32,9 | 31 938 | 29,3 | 41 157 | 36,1 | 49 160 | 37,9 | 9 | 9 | 10 | 11 |
| Berne | 39 243 | 27,7 | 36 329 | 28,3 | 43 262 | 33,4 | 46 724 | 33,2 | 9 | 10 | 12 | 11 |
| Lucerne | 3 720 | 10,1 | 3 977 | 11,3 | 4 191 | 11,4 | 5 536 | 13,0 | – | 1 | 1 | 1 |
| Schwyz | 2 587 | 22,3 | 2 674 | 22,6 | 3 102 | 26,3 | 2 716 | 20,3 | – | – | 1 | – |
| Zoug | 1 264 | 30,2 | 1 267 | 22,8 | 1 333 | 23,9 | 1 447 | 22,7 | – | – | – | – |
| Fribourg | 2 308 | 7,8 | 2 146 | 7,2 | 1 977 | 7,0 | 2 354 | 7,6 | – | – | – | – |
| Soleure | 8 688 | 29,9 | 7 380 | 26,6 | 8 036 | 26,8 | 9 313 | 28,3 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Bâle-Ville | 10 258 | 40,8 | 7 317 | 29,2 | 8 542 | 32,8 | 8 098 | 28,8 | 3 | 2 | 2 | 2 |
| Bâle-Campagne | 4 530 | 28,4 | 3 447 | 24,6 | 4 149 | 28,0 | 4 430 | 31,1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Schaffhouse | 3 500 | 31,8 | 2 047 | 19,9 | – | – | 1 426 | 12,6 | – | – | – | – |
| Appenzell | . | . | 3 685 | 35,1 | . | . | . | . | 1 | 1 | 1 | 1 |
| St-Gall | 9 262 | 15,7 | 9 518 | 16,9 | 10 991 | 19,3 | 13 170 | 22,1 | 2 | 2 | 3 | 3 |
| Grisons | 3 184 | 12,9 | 3 351 | 15,0 | 2 683 | 12,2 | 3 090 | 12,9 | 1 | 1 | – | 1 |
| Argovie | 14 025 | 27,8 | 15 276 | 29,8 | 18 696 | 34,5 | 20 668 | 36,3 | 3 | 4 | 4 | 4 |
| Thurgovie | 4 804 | 17,1 | 4 987 | 18,2 | 5 566 | 20,3 | 6 950 | 23,7 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| Tessin | 4 867 | 20,5 | 3 674 | 14,7 | 3 203 | 12,5 | 3 627 | 13,5 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Vaud | 9 190 | 16,5 | 12 599 | 23,1 | 17 133 | 23,7 | 17 479 | 24,9 | 3 | 3 | 4 | 4 |
| Valais | 1 839 | 6,7 | 2 339 | 8,7 | 2 596 | 9,1 | 4 039 | 13,3 | – | – | – | – |
| Neuchâtel | 9 186 | 37,6 | 9 249 | 36,7 | 9 305 | 39,6 | 10 314 | 41,4 | 3 | 2 | 3 | 3 |
| Genève | 5 428 | 25,4 | 7 774 | 32,1 | 6 286 | 31,5 | 9 600 | 36,8 | 2 | 3 | 3 | 3 |
| *Suisse* | 175 292 | 23,5 | 170 974 | 23,3 | 192 208 | 25,8 | 220 141 | 27,4 | 41 | 43 | 49 | 50 |

Selon le *Rapport de gestion* de 1928.